



Laboratoire d'Études  
et de Recherche  
sur l'Intervention Sociale

## LETTRE D'INFORMATION N°2 – MAI 2020

*Une recherche-action menée par le Léris & INPACT,  
avec Secours Populaire de Frontignan et Pezenas, Secours Populaire de Lozère,  
Secours Catholique du Gard, de Lozère et de l'Hérault,  
et l'association Esperluette à Celleneuve (Montpellier),  
en partenariat avec l'UMR Innovation de l'INRAE et le laboratoire ART-DEV du CNRS.*

### ***L'alimentation des personnes en situation de précarité : de l'assignation à l'émancipation.***

### ***Construire des Tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire avec et pour tous.***

D'une durée de 3 ans, ce programme de recherche-action se déroule en région Occitanie, sur 6 territoires d'expérimentation (Frontignan, Pezenas, Communauté de communes du Haut-Allier, Vauvert, Montpellier – centre ville et quartier Celleneuve). Il vise à ré-interroger les dispositifs d'aide alimentaire pour développer de nouveaux espaces et modèles de solidarité à l'échelle des territoires, plus émancipateurs, concourant à la transition agro-écologique et favorisant l'accès à une alimentation durable pour tous. Sur chaque territoire, une association pilote la co-conception d'un Tiers-Lieux, accompagnée par le Léris et INPACT, dans une dynamique de coopération entre les acteurs du territoire et en impliquant les habitants, en particulier les personnes en situation de précarité.

#### **Prochaines dates**

- Groupe de recherche et de production : 28 ou 29 septembre 2020
- 2<sup>e</sup> Forum "grand public" : 6 ou 13 novembre 2020





## Edito

---

Ce bulletin d'information concernant notre recherche-action sur les Tiers-Lieux de solidarité et de transition alimentaire vous parvient avec un peu de retard, et suite au confinement lié à la crise sanitaire. Tout d'abord nous souhaitons vous adresser tous nos encouragements pour faire face à cette période difficile.

Les questions d'écologie et d'alimentation émergent encore plus fortement dans ce contexte extraordinaire. La limitation des déplacements, la fermeture des marchés, les risques de contamination, la distanciation physique.. amènent les français à changer leurs pratiques de consommation, notamment vers un approvisionnement plus local, même si on observe que les grandes surfaces restent un mode d'approvisionnement valorisé. L'enjeu de la relocalisation de nos systèmes alimentaires, en termes de production, de transformation, de distribution et de consommation, tel qu'il est porté depuis longtemps par les militants, et progressivement par certaines collectivités, n'en ressort que plus fortement. De nombreuses communes se sont activées pour créer des conditions d'approvisionnement local pour les habitants, en travaillant directement avec des producteurs (mise à disposition de salles, "drives fermiers"...); des associations, des collectifs se sont organisés pour faciliter cet accès et, dans le même temps, soutenir les agriculteurs de leur région. Plusieurs cartes interactives ont été mises en ligne par des collectivités pour repérer les producteurs en capacité de proposer de la vente directe. Certains parlent d'un "boom des circuits-courts", les producteurs de fruits et légumes sont saturés de demandes.

D'un autre côté, les situations de précarité s'accroissent avec la crise (chômage, arrêt des activités, absence d'économie informelle...). Les associations de solidarité ont dû elles aussi se réorganiser face au confinement d'une majorité de leurs bénévoles, en grande partie retraités. On a assisté là encore à plusieurs mouvements : fermeture de nombreux lieux solidaires et d'aide alimentaire, émergence de nouvelles coopérations entre associations d'un territoire pour mettre en place des plateformes de coordination, mobilisation de nouveaux bénévoles non considérés comme "à risque", organisations citoyennes d'entraide entre voisins... Une fois de plus le bénévolat est en première ligne pour faire face à l'urgence. La situation amène donc beaucoup d'incertitudes, de fragilité, voir de colère, mais aussi de nouvelles manières de s'organiser qui semblent répondre à une logique d'action plus territoriale et plus coopérative, tel que nous l'expérimentons dans notre recherche-action. Pour autant, cette créativité de circonstance n'empêche pas l'explosion des inégalités sociales d'accès à l'alimentation : pour les citoyens disposant de ressources économiques et sociales c'est le "boom des circuits-courts", pour les précaires c'est le "boom des colis alimentaire d'urgence". Ce constat, qui n'est pas une critique des actions concrètes mises en place par les associations, pointe l'actualité du sujet qui nous occupe : comment créer des systèmes alimentaires territoriaux et des dispositifs d'action sociale, qui permettent à l'ensemble des citoyens d'accéder à une alimentation saine et sûre, quels que soient leurs moyens, d'assurer aux producteurs une juste rémunération et qui protègent l'environnement ?

Les Tiers-Lieux de solidarité et de transition alimentaire, que nous expérimentons dans 6 territoires d'Occitanie, ne répondront pas à tout, ils restent des initiatives locales qui concernent des communautés humaines limitées. Mais, nous pensons qu'ils peuvent alimenter une approche systémique de la réponse à la précarité alimentaire et contribuer à répondre au croisement des enjeux de précarité, d'alimentation et d'écologie dans une perspective d'émancipation individuelle et collective.

Nous vous proposons dans ce bulletin un aperçu des actions menées par chaque territoire depuis septembre 2019, ainsi qu'une synthèse des réflexions que nous avons menées dans le même temps.

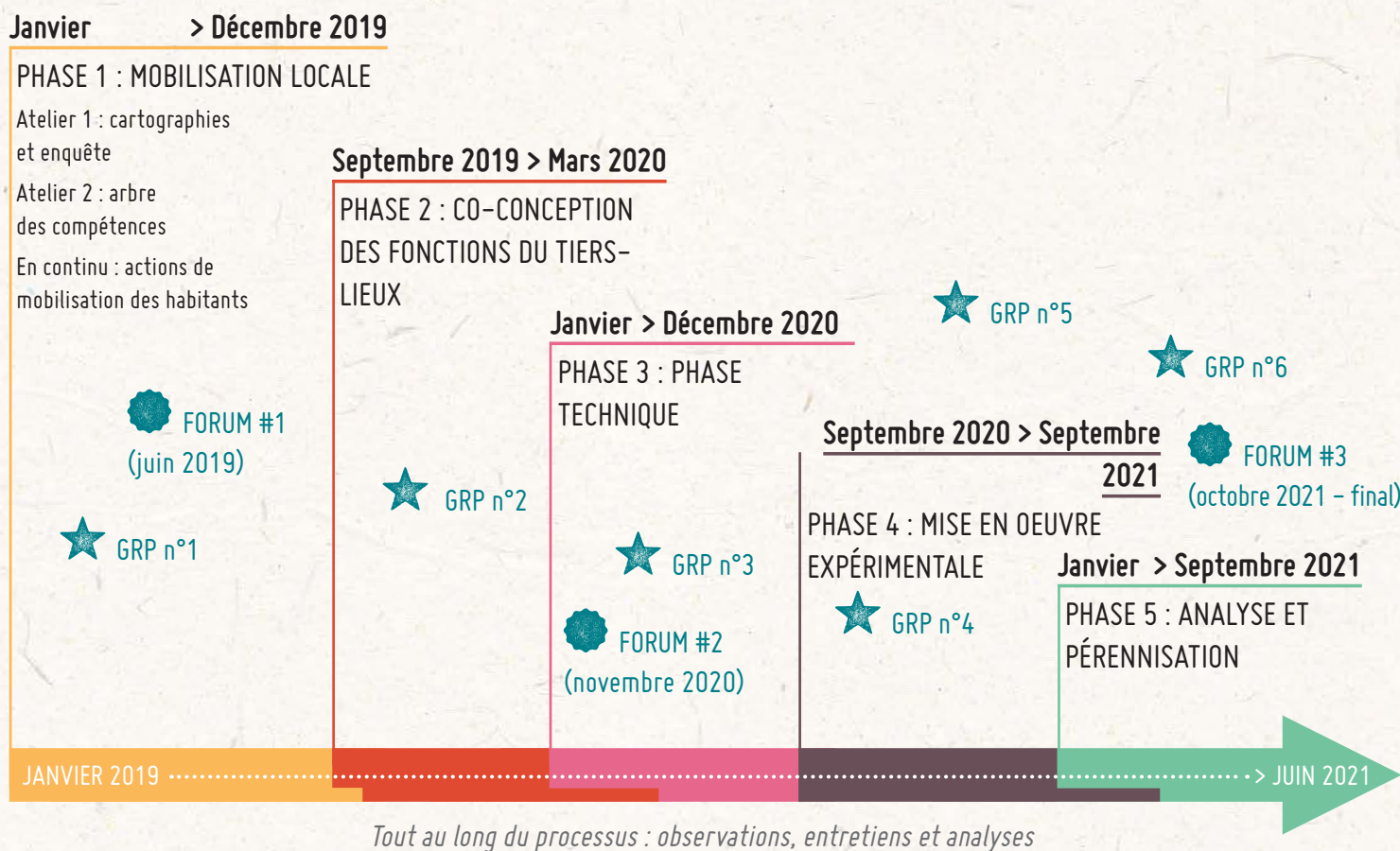
# Problématique et calendrier

« Comment la mise en place de Tiers- lieux de solidarité et de transition alimentaire peut activer des nouvelles formes de relations sur un territoire, permettant la création de liens sociaux et de solidarité, le soutien aux productions agricoles locales et durables, l'accès des personnes en situation de précarité à une alimentation choisie et qualitative, et l'évolution des pratiques alimentaires de tous vers plus de durabilité.

Comment développer conjointement une approche territoriale du système alimentaire, et une démarche de développement social partant des premiers concernés, qui soient vectrices de reconnaissance et d'émancipation, et qui permettent d'articuler dynamique démocratique, justice sociale et durabilité ? <sup>(1)</sup> »

La réponse à cette problématique est construite sur trois grandes hypothèses :

- **le développement d'une approche territoriale, partenariale et systémique** de l'accès à l'alimentation permet de créer de nouvelles opportunités d'accès à une alimentation choisie et qualitative pour les personnes précaires, dans la perspective du droit à l'alimentation.
- **la mise en oeuvre d'une intervention sociale basée sur le développement du pouvoir d'agir** notamment via le développement de savoirs et savoirs – faire, favorise l'autonomie et l'émancipation en termes d'accès à l'alimentation.
- **la mise en place de modèles d'organisation coopératifs** favorise le développement de rapports sociaux égaux et solidaires, et de dynamiques de démocratie alimentaire.



<sup>(1)</sup> Pour davantage de détails nous contacter pour recevoir la note de recherche.



## Dans le quartier Celleneuve à Montpellier : L'Esperluette, collectif d'habitant.e.s



- Des activités de cuisine collective pouvant évoluer vers la création d'une cantine de quartier.

- La location d'un local dès le mois de juin 2020 (ancienne boutique de primeur disposant d'une chambre froide).

Suite à des difficultés pour trouver un local adapté à l'ensemble des activités envisagées, le projet a dû être repensé. La partie cuisine va être développée en activité "mobile" grâce à la construction d'un mobilier roulant pouvant être installé dans l'espace public, et permettant de cuisiner en extérieur. Le projet de créer une cantine de quartier reste d'actualité, plutôt pour 2021, en fonction des possibilités qu'aura l'association de louer un deuxième local. Les plans de la cuisine mobile sont en cours de réalisation.

La période de confinement a amené l'association à accentuer son action et à tester des modalités d'organisation :

- Développer l'entraide entre voisins (notamment pour les courses) et repérer les personnes en difficulté via la mise en place d'un numéro de téléphone et d'un mail "Celleneuve solidaire" affichés dans le quartier, en lien avec les autres associations du quartier.
- L'organisation d'un point relais pour des colis alimentaires d'urgence en partenariat avec le Secours populaire.
- La mise en place d'achats groupés de fruits et légumes locaux auprès de producteurs locaux (entre trente et soixante commandes par semaine).
- Des commandes solidaires de fruits et légumes, via le groupement d'achats, pour les personnes bénéficiant de colis alimentaires, grâce à une caisse de solidarité et aux financements obtenus (entre 20 et 30 foyers par semaine).
- Une distribution de fruits et légumes aux habitants du bidonville de Celleneuve en lien avec l'initiative autonome d'une habitante qui a récolté de l'argent.

Cette période de crise a montré la nécessité et l'intérêt de travailler en coopération, que ce soit avec les autres associations du quartier ou avec le Secours populaire.

Le projet de l'Esperluette mûri et bénéficie d'une belle mobilisation des habitant.e.s. Sa force est cette mobilisation et le fait de travailler à partir du territoire, du quartier, des gens. Le projet est parti d'un terrain "vierge", c'est une création nouvelle qui ne repose pas sur une activité antérieure d'aide alimentaire ou autre, il bénéficie donc d'une grande liberté pour concevoir le projet, sans devoir réaménager des pratiques déjà existantes. Par contre il ne peut se reposer sur des moyens, des acquis ou des relations déjà engagées.

De nombreux défis restent à relever :

- Assurer l'ouverture d'un lieu physique au quotidien
- Décider de certaines modalités d'organisation et permettre leur pleine appropriation par les différents membres actifs
- Choisir les critères d'accès à l'alimentation solidaire
- Susciter l'implication de toutes les catégories de population dans le projet
- Développer la participation des personnes en situation de précarité aux décisions
- Construire un modèle économique viable

L'association envisage l'embauche d'un.e animateur/trice pour continuer de mobiliser les habitants autour de cette action, notamment les plus vulnérables, et appuyer les membres de l'association dans leurs actions.



## **Au centre-ville de Montpellier : Campredon – Secours Catholique de l'Hérault**

“Campredon” est l’un des accueils sociaux (accompagnement social des personnes, aides financières...) du Secours Catholique de l’Hérault, situé dans le centre ville de Montpellier. Le lieu héberge également une épicerie solidaire et plusieurs activités (temps conviviaux, informatique, couture, sorties culturelles). Campredon accueille chaque année jusqu’à 2500 personnes qui viennent chercher un soutien, le lieu est animé par environ 60 bénévoles.

Un groupe projet s’est constitué en 2019 pour participer à la recherche-action et engager de nouvelles actions d’accès à l’alimentation saine pour tous. Il est constitué de dix bénévoles dont la moitié se trouve en situation de précarité.

Le projet de l’équipe repose sur trois axes :

- La création d’un jardin partagé
- L’évolution de l’épicerie solidaire sur le plan de l’approvisionnement et des modalités d’organisation et d’accès.
- Le développement d’activités cuisine.

### **Le jardin**

Depuis septembre, le projet de jardin s’est concrétisé. Un terrain cultivable à été mis à disposition de l’association par une maison de retraite de religieuses en centre-ville. Le groupe a “découvert” les compétences d’un de ses membres, ancien ingénieur agronome qui s’est proposé pour être responsable du jardin, en binôme avec une autre personne, accueillie au café solidaire du Secours Catholique, ayant l’expérience du jardin. Le terrain a été délimité et préparé. Un appel a été lancé auprès des personnes accueillies par le Secours Catholique et de nombreuses personnes ont manifesté leur intérêt. Le jardin attend la fin du confinement pour démarrer. Le projet inclut également des échanges entre les jardiniers et les religieuses retraitées.

### **L’épicerie**

L’épicerie solidaire souhaite faire évoluer ses modes d’approvisionnement pour aller vers plus de qualité, moins de produits jetés et plus de circuits de proximité pour s’inscrire dans une démarche d’alimentation durable. Cela nécessite de trouver d’autres sources, qui jusque là étaient principalement la banque alimentaire et une grande enseigne de grandes surfaces. Ce projet pose deux questions : l’augmentation du budget consacré aux achats (pour continuer d’alimenter la file active de 50 familles par semaine) et le “sourcing” de nouveaux fournisseurs qui répondent aux critères. Pour l’approvisionnement différentes pistes sont en cours d’exploration : via la Cagette (supermarché coopératif situé à proximité), le MIN (marché d’intérêt général) de Montpellier, des structures d’accompagnement à l’installation de paysans, le réseau Biocoop...

En termes de modalités d’organisation, le groupe envisage de créer en parallèle de l’épicerie solidaire, un groupements d’achats de produits locaux ouverts aux personnes qui “sortent” de l’épicerie solidaire et aux bénévoles, afin de créer une continuité dans l’accompagnement, de développer un espace de mixité sociale, de trouver un modèle économique pérenne et de favoriser l’accès de tous à l’alimentation durable.

### **La cuisine**

Des travaux importants sont prévus sur le site de Campredon, qui permettront d’installer une cuisine dans le lieu, mais les délais sont assez longs. L’équipe cherche des solutions pour développer des activités cuisine. Une piste est à l’étude avec le CEIS (Centre d’Innovation et d’Expérimentation Sociale du CCAS (Centre Communal d’Action Sociale) de Montpellier qui est situé à proximité et dispose d’une cuisine bien équipée.

Les activités ont été stoppées pendant le confinement. Le Secours catholique a participé à la plateforme



d'urgence de Montpellier et a soutenu les personnes au moyen de chèques services.

Le groupe de Campredon peut s'appuyer sur différents atouts:

- La dynamique bénévole de l'épicerie.
- Des relations établies et régulières avec les personnes vulnérables.
- Le lieu et les travaux envisagés par le Secours Catholique pour le réaménagement
- Les financements existants (qui doivent être augmentés).
- Le réseau catholique pour développer des partenariats.
- Un groupe motivé, composé de personnes ayant l'expérience de la précarité et intéressé par une approche émancipatrice de la solidarité.
- L'axe "accès digne à une alimentation saine pour tous" porté par le Secours Catholique au niveau national avec une chargée de mission dédiée et des regroupement réguliers d'un réseau d'initiatives similaires.



Par ailleurs, le groupe doit dépasser certains freins et relever certains défis, notamment l'émergence de désaccords quant aux modalités de solidarité (distribution alimentaire, accompagnement des personnes, postures...) et la mobilisation des personnes accueillies à l'épicerie en tant qu'actrices de la démarche. D'autre part d'importants travaux vont être réalisés sur le site et le projet global va évoluer, ce qui aura un impact sur le projet alimentation.



## A Frontignan : le Secours Populaire, le Secours Catholique et le CPIE



Depuis le mois de septembre 2019, le comité du Secours Populaire de Frontignan continue de travailler activement autour du projet de Tiers-lieu de solidarité alimentaire, notamment à travers les ateliers cuisine, les ateliers « *On en parle* » et le jardin partagé.

Les visites chez les producteurs locaux associées aux chantiers participatifs et la sensibilisation à l'alimentation durable en partenariat avec le CPIE (Centre Permanent d'Initiatives pour l'Environnement) ont perduré jusqu'à la mi-octobre. D'autres actions ont également vu le jour. Début novembre, le Secours Populaire a rencontré des porteurs de projets innovants afin de pouvoir découvrir, s'inspirer et échanger autour du thème de l'alimentation. Ces rencontres ont réuni le CPIE, le Lérès, le Secours Populaire de Frontignan, des bénévoles du Secours Populaire de Saint-André-de-Sangonis ainsi qu'un bénévole de la Coop singulière de Sète.

Les ateliers cuisine du Secours Populaire sont maintenant animés par des personnes différentes à chaque fois, ce qui montre que chacun s'empare petit à petit de la question de l'alimentation.

Les ateliers « *On en parle* » ont permis de trouver de nouvelles pistes d'action (en présence du CPIE et du Lérès). Ces temps de discussions ont conduit à la construction d'une belle initiative : *Les paniers de Noël*. Des producteurs locaux sont venus proposer leurs produits au Secours Populaire lors d'une distribution alimentaire mais aussi présenter leur métier et leur savoir faire. Cette action a été construite et portée par le groupe de l'atelier cuisine. Cela a donné lieu à de beaux échanges entre personnes accueillies, bénévoles et producteurs, encourageant ainsi une dynamique collective autour de la création de paniers solidaires.

Les enjeux communs aux deux structures (CPIE et Secours Populaire) que sont l'alimentation locale pour tous et le développement de l'agriculture locale, ont permis de trouver de nouvelles pistes de collaboration. Le CPIE a répondu à deux appels à projets pour accompagner le Secours Populaire dans la structuration d'une offre alimentaire en produits locaux mais aussi pour continuer de proposer aux personnes accueillies et bénévoles un accompagnement pédagogique avec notamment des visites de fermes.



En parallèle, une démarche de co-construction d'un nouvel espace solidaire porté par le CCAS (avec l'appui du LERIS), et en partenariat avec le Secours Catholique, les Restos du Cœur, le Secours Populaire et d'autres associations non alimentaires, a permis d'explorer de nouveaux modes de coopération, notamment autour d'un lieu commun avec un accès à une alimentation saine et durable pour tous. Dans un contexte électoral, cette coopération semblait difficile à mettre en place et a donc été mise en attente jusqu'après les élections municipales.

Une enquête menée par le Lérès auprès des personnes accueillies au Secours Populaire et à l'épicerie sociale du CCAS a mis en lumière leurs besoins et envies concernant une alimentation saine et durable. Généralement, ces personnes trouvent les produits de l'aide alimentaire utiles pour compléter leurs courses et économiser sur certains produits qui sont moins chers qu'en supermarché. Néanmoins, ils souhaiteraient avoir plus de choix en général, un renouvellement des produits plus régulier, plus de frais, des fruits et légumes bio, de la viande, du poisson, une plus grande quantité de produits pour les enfants et de produits d'hygiène. Les notions importantes pour eux en termes d'alimentation sont : manger sain et équilibré, des produits variés tout en ayant un bon rapport qualité/prix.

Cette enquête a également montré ce que les personnes aiment faire comme activités en lien avec l'alimentation. Le jardinage, la cuisine, échanger des recettes et surtout faire plaisir à leurs amis ou famille sont des choses importantes. Cette enquête a aussi mis en lumière les compétences de chacun : gérer un budget d'alimentation, repérer les bons plans et promos, éviter le gaspillage, cuisiner ou bien encore concevoir des menus. Les personnes étant généralement moins à l'aise pour faire des conserves ou un potager, cela offre de bonnes pistes de travail pour de futurs ateliers collectifs.

Malgré cette crise sanitaire nationale, qui a évidemment conduit à l'annulation de ces divers ateliers et activités, le Secours Populaire de Frontignan a continué d'assurer la distribution alimentaire pendant toute la durée du confinement. De nouveaux bénévoles, entre autres de jeunes étudiants, ont rejoint le comité. Le Secours Populaire de Frontignan a également profité de cette période pour élargir son partenariat avec un collectif de maraude. Par ailleurs, en lien avec le CCAS, le Secours Populaire continue à accompagner les personnes accueillies, certains bénévoles et personnes accueillies ont repris le travail au jardin.

De plus, une nouvelle action inter-associative est en train de se construire. Dans la continuité du travail effectué par le Secours Populaire, le CPIE et le Lérès autour de la création de paniers solidaires, le groupe de Frontignan intègre aujourd'hui un nouveau partenaire : le Secours Catholique. Le Secours Catholique propose de tester un dispositif expérimental de paniers solidaires qui permettra : le lien avec les familles, le lien avec les agriculteurs, la participation et l'engagement dans le projet pour permettre l'émancipation des premiers concernés, et la création d'une dynamique collective grâce à un projet inter-associatif.

Le territoire de Frontignan est une bonne terre d'expérimentation car la réflexion concernant l'aide alimentaire est déjà bien initiée pour aller vers un accès à une alimentation plus variée, tant au niveau de la réflexion globale sur l'aide alimentaire au sein de la ville, qu'au niveau de la dynamique associative existante autour de ces questions.

L'idée est de proposer aux familles accompagnées par le Secours Populaire et le Secours Catholique des paniers de légumes et fruits locaux (avec l'aide du CPIE pour la mise en lien avec les agriculteurs locaux) en les invitant à participer à la dynamique collective du projet. Il s'agit d'une double solidarité : permettre aux personnes en précarité d'accéder à une alimentation durable et de qualité en favorisant les circuits courts, et en même temps, faire vivre les producteurs locaux. Ce projet, qui s'inscrit dans la continuité du travail en réseau effectif depuis une année, permettra de consolider les relations entre les acteurs et donnera une nouvelle dimension à la construction d'un projet territorial local autour d'une alimentation durable et de qualité pour tous.



## A Pézenas : le Secours Populaire et ses partenaires



A Pézenas, le projet de Tiers-Lieu est initialement porté par le comité du Secours Populaire. Dans ce cadre, les bénévoles du Secours Populaire ont organisé, durant l'automne 2019, des ateliers cuisine en partenariat avec la cuisinière du Re'N'art, tiers-lieu qui propose une ressourcerie, un jardin bio à vocation pédagogique, un restaurant-café et un pôle animation. Ainsi, une première dynamique inter-associative est née. Le travail de cartographie des acteurs a orienté le projet de Tiers-Lieu comme un moyen de créer des collaborations entre les diverses associations, notamment le Lieu Ressources, espace d'accompagnement social. En effet, Pézenas bénéficie d'un tissu associatif dense, notamment autour des questions de précarité et d'alimentation. Cette année sont nés deux nouveaux projets : une épicerie coopérative et l'agrandissement du Re'N'art. Toutes ces initiatives ont été exposées lors d'une réunion inter-associative durant laquelle chaque association a pu présenter ses actions et sa

possible implication dans le projet de Tiers-lieu de solidarité alimentaire. La question du lieu proprement dit étant vu comme une nécessité par les acteurs présents, car permettant de faire du lien et de décloisonner l'action des associations. Ces échanges et réflexions communes ont donné lieu à différentes pistes d'actions : la mise en place d'un parcours développant l'autonomie des personnes sur les questions alimentaires, l'identification de lieux non utilisés, la création d'un restaurant populaire éphémère inter-associatif, etc. Ces discussions ont également soulevé des questionnements autour du schéma actuel de ramasse mais aussi autour de la fonction nourricière du territoire et de la nécessité de penser la place des terres agricoles.

Le "groupe projet" s'est donc constitué au fur et à mesure de ces rencontres. Il est principalement composé de trois bénévoles du Secours Populaire, deux salariées du Lieu Ressources, d'une productrice et d'un salarié du CIVAM.

Les participants au projet ont donc pensé collectivement une première action nommée « *De la fourche à la fourchette* ». Dans le cadre de cette action, plusieurs ateliers étaient proposés aux bénéficiaires et bénévoles des différentes associations afin de travailler autour de la question de l'alimentation mais aussi afin de créer une dynamique collective et inter-associative : projection du film du Civam, visite de ferme, après-midi jardinage, atelier cuisine, temps de repas partagé. Le premier atelier ouvert à tous était prévu le 1<sup>er</sup> avril. Il s'agissait de la projection du documentaire « *La part des autres* » du Civam accompagné d'un repas partagé. Cette initiative devait être organisée par des bénévoles et des personnes accueillies dans les diverses associations. Malheureusement, la crise sanitaire et les directives gouvernementales n'ont pas permis de réaliser cette action, elle est donc reportée.



Malgré la crise sanitaire, le Secours Populaire de Frontignan a continué à assurer la distribution alimentaire durant la période de confinement en appliquant des mesures barrières. Ils ont également été sollicités par un agriculteur local qu'ils ne connaissaient pas auparavant pour ramasser des salades. Un petit groupe s'est constitué pour aller les ramasser puis les distribuer aux familles. Le lieu ressource a également engagé des actions de récolte et de redistribution de denrées. Beaucoup de liens se tissent également via les réseaux sociaux et le téléphone. Ce dernier, retrouve une place importante dans le lien aux personnes. Un lien direct, réel.

Le groupe projet de Pézenas peut s'appuyer sur divers atouts liés au territoire. En effet, le tissu associatif existant au niveau local et travaillant sur des questions liées à la fois au système alimentaire territorialisée et à la solidarité alimentaire est une ressource non négligeable. Par ailleurs, la dynamique inter associative qui est en train de naître est très prometteuse pour le projet. Néanmoins, il reste des points à travailler notamment au niveau de la mobilisation des habitants et des personnes accueillies. Il faut aussi persévérer dans la prise de contact et la rencontre avec des producteurs locaux afin de pouvoir envisager une collaboration avec eux.



## A Langogne : la communauté de communes du Haut-Allier, le Secours Populaire, le Secours Catholique, et leurs partenaires.

Dès le départ, la dynamique autour du Tiers-lieux s'est créée sur le territoire de la communauté de commune du Haut-Allier (en Lozère) à partir d'une volonté inter associative, suite à un module de formation commun. Le constat de départ était la ruralité et l'accès des personnes en situation de vulnérabilité à l'alimentation. Le diagnostic de territoire réalisé en plusieurs temps a fait apparaître de nombreuses ressources en termes d'alimentation, et des pratiques de solidarité informelles variées (groupements d'achats, échanges de produits...). Ces dynamiques peuvent être de vraies ressources pour les habitants du territoire, sous réserve que ceux-ci y ait accès.

L'année qui s'est écoulée a permis au projet de se développer autour de deux axes : la mobilisation des bénévoles et personnes à travers des ateliers cuisines, et le lien avec les agriculteurs.



Initiés par la communauté de communes, les ateliers cuisines ont été ouverts largement à toutes les associations. Cette action a permis aux bénévoles des principales associations engagées (Secours Populaire, Secours Catholique, GEM, Mission Locale), d'apprendre à se connaître dans l'action, avec les personnes accueillies. Si la fréquentation à ces ateliers est variable (liée notamment à l'accessibilité du lieu), ils ont accueilli jusqu'à une quinzaine de participant.e.s (personnes accueillies dans les différentes associations citées ci-dessous, autant d'hommes que de femmes, et une moyenne d'âge plutôt jeune). Ils sont animés par deux diététiciennes dont la posture est à signaler : la cuisine se fait à partir de la « ramasse » effectuée par les bénévoles[1] la veille, et des idées ou envies de chacun.e. Le repas partagé qui suit est donc une surprise à chaque atelier. Les deux personnes sont dans une posture égalitaire, tiennent compte des savoirs, expériences, modes de faire de chacun.e. Il y a donc plus un partage de savoirs qu'une transmission d'une prétendue « bonne » façon de se nourrir.

Le lien avec les agriculteurs a également été travaillé au cours de deux réunions. Etaient présents des agriculteurs, la chambre d'agriculture, les associations de solidarité et la communauté de communes avec la responsable du Contrat Local de santé. Cette diversité d'acteurs a permis une meilleure connaissance des modalités d'action des uns et des autres, et de leurs besoins réciproques. La question qui animait ces réunions était : Comment les projets collectifs des agriculteurs peuvent croiser les projets des associations de solidarité ? De ces échanges sont apparus des besoins communs, notamment la diversification des productions



(actuellement essentiellement basées sur la viande), la transformation des produits et l'intérêt d'avoir un atelier de production mobile. Les associations de solidarité sont aussi intéressées par l'accès à la transformation, notamment pour favoriser la rencontre entre les producteurs et les personnes. C'est aussi une opportunité pour utiliser les surplus fournis par les grandes surfaces locales.

Les agriculteur.trice.s rencontré.e.s sont déjà engagé.e.s dans des actions liant agriculture et culture (notamment par l'intermédiaire d'une association les Agricultur'elles"). Le croisement du monde du social et de l'agriculture leur semble une évidence. Et les agriculteur.trice.s absent.e.s aux réunions ont signalé leur intérêt à rester informé du projet pour agir le moment venu. Ce travail de lien entre associations de solidarité et agriculteurs.trices a été poursuivi autour de la diffusion du film *La Part des autres*, réalisé par le CIVAM. Les débats ont rappelé l'importance du lien social que permet l'alimentation.

Le projet s'oriente vers un Tiers-Lieux mobile s'appuyant sur une coordination collective. Il se construirait à partir des différentes dimensions du système alimentaire (production, transformation, distribution, consommation).

La dynamique a été mise en suspens pendant cette période de confinement mais les actions de solidarité se poursuivent et permettent de renforcer les liens entre les associations contribuant ainsi à une meilleure articulation de leurs interventions. Ces actions ont porté sur la fourniture de colis alimentaires.

Les forces de la dynamique lozérienne reposent sur :

- La rencontre entre monde agricole et monde de la solidarité avec la possibilité que l'on perçoit de trouver des enjeux et besoins communs.
- Le soutien de la collectivité locale et l'appui politique qui sont des leviers pour la prise en compte globale et transversale de la thématique de l'accès à l'alimentation sur le territoire.

Les points de vigilance ou freins sont :

La manière dont les personnes directement concernées par ce projet (donc les personnes en situation de précarité et les agriculteurs/trices) peuvent réellement s'associer à la démarche et contribuer à la construction du projet.

La question de l'accès aux lieux physiques dans un territoire où la mobilité est un gros frein à l'action collective. Il y a une complexité à faire se rencontrer des personnes de différents horizons en un seul lieu, aujourd'hui dans le cadre des ateliers cuisine à Langogne, mais il en est de même sur l'ensemble du territoire.



## A Vauvert : le Secours Catholique du Gard et ses partenaires



Dans le cadre du projet de Tiers-Lieux dans le quartier prioritaire des Costières à Vauvert, des actions se développent depuis deux ans, avec un réseau de partenaires de plus en plus riche. Il se déploie, entre autre, à partir d'une cuisine mobile, la Roulotte des Délices, camion aménagé en cuisine (pour cuisiner à plusieurs et partager les repas) et de paniers solidaires (fruits et légumes locaux proposés à tous les habitants, et à moindre coût pour les personnes en situation de précarité). Depuis l'automne, la roulotte sert de point relais pour les paniers et les deux actions se nourrissent l'une l'autre.

Pour solidifier le projet, l'équipe a réfléchi à la création d'une *"charte des paniers solidaires"* pour proposer un mode de fonctionnement basé sur des échanges de services. Pour pouvoir faire partie du projet et bénéficier des paniers, chacun s'engage à aider dans la construction du projet (la réflexion sur le projet, préparation des paniers, participation aux différentes actions, échanges de recettes de cuisine, contact avec les agriculteurs...) selon les possibilités et envies. L'objectif final étant à la fois l'accès à une alimentation saine et durable pour tous et permettre à chacun d'être réellement acteur du projet. Afin de mieux cerner ce que chacun peut apporter au projet, un atelier « l'arbre de compétences » a été animé. Il a permis d'identifier les compétences des uns et des autres (savoir mobiliser, faire un compost collectif, connaître les producteurs locaux, couture, bricolage, permis de conduire, faire une recherche sur internet, gestion de projet, animation atelier enfants, organiser, prévoir, communication, logistique, animation atelier enfant...) pouvant être mutualisées lors des prochaines actions. Avec la mise en lumière des possibilités et envies du groupe, un plan d'action a pu être établi pour les prochains mois.

Une rencontre avec le Maire a été organisée pour demander un soutien du projet et un lieu qui permettrait sa mise en place. La mise à disposition d'un local n'est pas envisageable pour l'heure, mais le Maire a affirmé son soutien. Il a d'ailleurs proposé d'être un facilitateur dans la communication avec la structure d'aide alimentaire locale, permettant ainsi de faire des ponts entre les deux associations et de construire éventuellement un partenariat.

Autre temps fort de la mobilisation des habitants, l'organisation d'une *« Rencontre-débat citoyen sur la sécurité sociale de l'alimentation »*, pour faciliter la rencontre entre les habitants du quartier prioritaire de Vauvert et les producteurs d'alimentation de qualité. Ce débat citoyen avait pour but de mieux se connaître et d'identifier des pistes d'actions à présenter aux futurs candidats de l'élection municipale 2020. L'évènement a été une grande réussite puisque les habitants de Vauvert, les producteurs, différentes initiatives citoyennes, les élus ainsi que les futurs candidats étaient présents. Plusieurs ateliers de discussion ont été proposés en amont des échanges avec les candidats sur les thèmes suivants : Comment prendre part aujourd'hui à notre alimentation sur notre territoire ? Quelles sont les initiatives existantes ? Que souhaitons-nous pour le futur ? Les candidats ensuite présenté ce qu'ils souhaiteraient mettre en place lors du prochain mandat. Malgré la



richesse des débats on a noté un manque de représentation des habitants du quartier prioritaire. Ces habitants continueront d'être interrogés via les actions de la Roulotte des Délices. Suite aux élections, la nouvelle équipe municipale sera interpellée concernant les engagements pris lors du débat citoyen.

La dynamique à Vauvert est réelle, portée par le Secours Catholique et un groupe d'habitants. Ce groupe projet doit maintenant se solidifier notamment en termes d'implication des habitants et de répartition des responsabilités.

Plusieurs pistes de développement du projet sont en cours d'élaboration :

- Développement du partenariat avec l'association Centre social RIVES (EVS) avec le dispositif l'AIA (Actions d'insertion et d'Accompagnements) pour que des femmes participant à ce dispositif puissent s'investir dans la roulotte des Délices.
- Projet de construction d'un four en terre cuite comme un levier possible de mobilisation, notamment pour favoriser la mixité culturelle et sociale. L'association Alter Eco 30 se propose pour la construction du four et l'association Présence 30 pour impliquer 4 jeunes du quartier moyennant une rétribution financière.
- Partenariat possible avec l'association Codes 30 (le Comité Départemental d'Education pour la Santé du Gard), notamment pour un atelier cuisine avec les enfants. Cette structure est en train de créer une maison de santé basée sur l'implication des habitants .
- Nouvelles pistes de collaboration avec l'ESAT qui fournit actuellement les paniers: possibilité d'avoir différents prix pour les paniers solidaires, possibilité d'avoir différents paniers avec des légumes de qualité différente, possibilité de paniers suspendus.
- Partenariat avec le CIVAM du Gard qui va mettre en lien le Secours Catholique et les agriculteurs locaux pour des chantiers participatifs, de cueillette, de visites ou de glanage.
- Développement des relations entre le Secours Catholique et la future épicerie EPIVRAC pour un projet social et solidaire commun.
- Une campagne de Crowdfunding est à mettre en place pour le financement des paniers solidaires.
- Recrutement d'une bénévole, jeune journaliste pour travailler la communication autour du projet.

Dans le contexte de crise sanitaire où les activités collectives étaient stoppées, le Secours Catholique du Gard s'est engagé dans un soutien financier aux personnes en difficulté, en partenariat avec le CCAS, via la distribution de chèques services. De plus une proposition de financement de paniers solidaires, par le siège du Secours Catholique, a permis de poursuivre l'activité du groupe. Ce financement permet d'acheter des légumes et fruits auprès d'agriculteurs locaux pour que les personnes en difficulté puissent accéder à une alimentation saine et digne. C'est une véritable opportunité qui pourrait permettre :

- D'établir un lien durable avec les personnes en difficulté, dans la continuité de la distribution des chèques services et en partenariat avec les services sociaux. Ce lien permettra de leur proposer de s'impliquer dans le projet.
- D'impliquer certaines personnes dans le projet de Tiers-Lieux
- De développer le travail partenarial avec les agriculteurs locaux.

Le dispositif est prévu et financé jusqu'en septembre/octobre 2020. Néanmoins ce dispositif doit constituer un levier pour pérenniser l'action au-delà de ce financement exceptionnel.



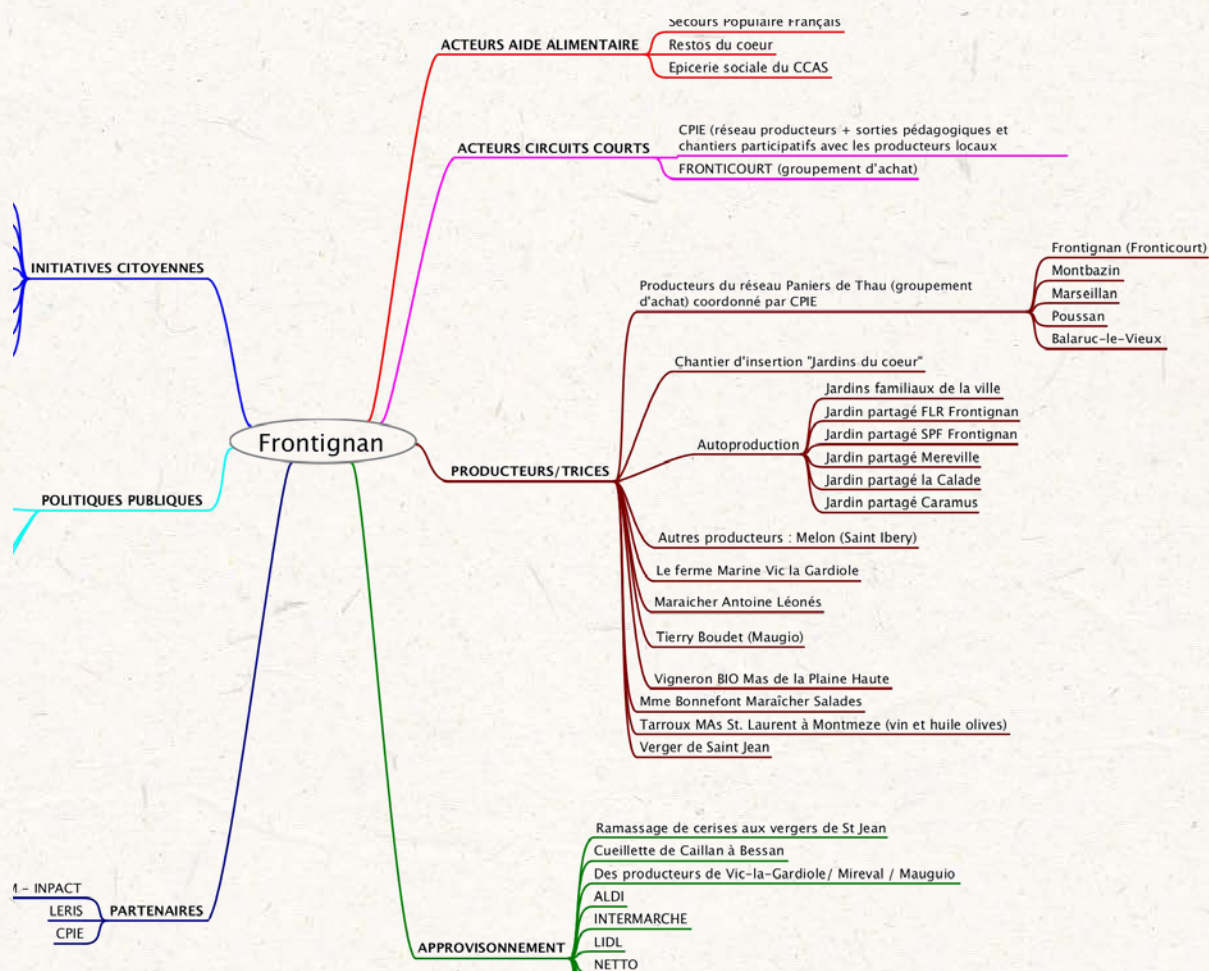
# Les ateliers de la recherche-action

Tout au long de la recherche-action, chaque territoire évolue différemment, mais chaque processus est ponctué de temps de travail similaires animés par l'équipe du Lérès.

## Ateliers "cartographies"

Tous les groupes ont pu travailler sur deux types de cartographies :

- Une cartographie des acteurs concernés de près ou de loin par le Tiers-Lieux, qui permet de repérer et d'engager des coopérations.
- Une cartographie des ressources de leurs territoire en matière d'alimentation et d'intervention sociale, en particulier les productions agricoles locales.



## Ateliers "enquête"

Plusieurs groupes (Frontignan, Celleneuve, Vauvert) ont engagé un travail d'enquête auprès des personnes en situation de précarité et/ou des habitants de leurs territoires pour connaître leurs habitudes, leurs valeurs, leurs difficultés, leurs savoir-faire et leurs envies en termes d'alimentation.





### **Ateliers "arbre de compétences"**

Ces ateliers visent à mettre à jour les savoirs, les savoir-faire, les compétences des membres d'un groupe, pour prendre la mesure de son potentiel par rapport à la construction du Tiers-Lieux, et pour repérer d'éventuelles compétences "nécessaires" qu'il faudrait aller chercher chez de nouvelles personnes. Ces ateliers sont voués à être reconduits régulièrement en fonction de l'évolution du groupe. Ils permettent de montrer au groupe sa force et de l'inciter à s'ouvrir à d'autres personnes. Ces ateliers ont pour l'instant été animés à Vauvert et à Celleneuve.

### **Ateliers " Fonctions du Tiers-Lieux et modèle d'organisation"**

Cet atelier a pour but de faire le point sur les fonctions que le groupe veut donner au Tiers lieux (échanges culinaires, restauration, épicerie, achats groupés, jardin, activité d'insertion professionnelle...) et sur la manière dont les choses vont s'organiser (quel système de solidarité, qui est responsable de quoi, qui décide et comment...).

Ce travail est fait la plupart du temps progressivement par chaque groupe, mais un temps spécifique sera proposé à chaque territoire pour faire le point sur ces dimensions pratiques afin d'entrer dans une phase de fonctionnement concret en mode expérimental.



# Retour sur le deuxième groupe de recherche

Le Groupe de Recherche et de Production \* s'est réuni le 18 novembre 2019 autour du thème de la coopération. Les dynamiques coopératives qui se tissent à l'échelle des territoires autour de la question de l'accès à l'alimentation et de la lutte contre la précarité, sont une des bases de la construction des Tiers-lieux, aux côtés des dynamiques de mobilisation et de participation.

*\* Le GRP consiste à rassembler, tous les 4 mois environ, l'ensemble des parties prenantes de la recherche-action (personnes en situation de précarité, bénévoles, chercheur.e.s, partenaires...) autour d'une thématique de recherche.*



*La synthèse complète  
est accessible sur le site du [LERIS](#)*

## Qu'est-ce que la coopération ?

La coopération consiste à mettre en lien (partager, échanger) et à mettre en commun les ressources dont on dispose (les moyens, les idées, les compétences) et à s'organiser pour accéder aux ressources dont nous avons besoin (ici l'alimentation). Ceux qui ont de plus faibles ressources pourront alors puiser dans ce fond commun. La coopération s'oppose à la compétition qui génère des inégalités et une hiérarchie sociale (les "gagnants" et les "perdants"). La coopération a pour but de faire plus, mieux ou autrement. En effet, on recherche également une modification des rapports de domination et de subordination habituels. La coopération n'est pas naturelle dans les dynamiques de groupes, en effet, en cas de ressources limitées, c'est la compétition qui se met en place pour y accéder ("que le meilleur gagne"). A noter qu'en cas de ressources rares c'est plutôt l'entraide qui s'instaure, et en cas de ressources abondantes, il n'y a pas de compétition.

## Les ambitions de la coopération

- Agir en collectif, espace commun dans lequel l'individu ne perd pas pour autant son identité et son libre arbitre.
- Répondre à un enjeu commun, atteindre un but commun via une entreprise commune, avec un principe de non-concurrence entre les différentes parties.
- Instaurer des relations d'égal à égal entre les différentes parties prenantes.
- Renforcer les capacités de chacun.e.s : faire de la coopération un espace d'apprentissage et de développement du pouvoir d'agir



## ***Les « groupes projet » à l'épreuve de la coopération***

Après une année de recherche-action, chaque territoire engagé dans l'expérimentation développe des coopérations à différents niveaux et entre différents types d'acteurs :

- Entre associations d'aide alimentaires
- Entre habitants, personnes ayant recours à l'aide alimentaire et bénévoles
- Entre agriculteurs, habitants et associations
- Entre acteurs publics et acteurs associatifs
- Entre secteur de la solidarité, de la défense de l'environnement et de l'alimentation
- Entre travailleurs sociaux et bénévoles
- Entre acteurs de proximité

### **Les ingrédients de la coopération, mis à jour par les participant.e.s :**

#### **TEMPS, STABILITÉ ET PERMANENCE**

Répondre à l'imprévisibilité et à la discontinuité des situations de précarité par des actions stables, des espaces permanents qui permettent aux personnes de "partir et revenir".

#### **FAIRE ENSEMBLE**

La construction des Tiers-Lieux repose sur des actions collectives concrètes (cuisine, jardin, fabrication du pain, organisation d'une épicerie) qui permettent de rassembler des personnes et des acteurs locaux qui vont fonctionner ensemble, s'entraider, s'apprendre, se soutenir.

#### **RELATION D'ÉGAL À ÉGAL ET RECONNAISSANCE DES COMPÉTENCES**

Dans le cadre des actions collectives : « *d'autres relations se construisent, d'égal à égal* », disait une participante. En effet, les relations inégalitaires semblent s'atténuer lorsque « tout le monde a les mains dans la farine ». Les compétences de chacun.e sont reconnues et mises au service de l'objectif commun.

#### **APPARTENANCE ET ÉCHANGES RÉCIPROQUES**

La coopération effective passe pour certains par le fait d'adhérer officiellement à la démarche (adhérer à une association par exemple), se sentir "faire partie" du groupe. Cela passe aussi par la notion d'échange, de réciprocité : dans la dynamique coopérative, tout le monde donne et tout le monde reçoit, c'est l'idée "d'acteur bénéficiaire". Cela renvoie à la définition de la participation donnée par la philosophe Joëlle Zacks : prendre part, contribuer, bénéficier. Dans cette approche le fait de "tirer profit" de son implication dans le groupe n'est pas problématique.

#### **INTERCONNAISSANCE, DIAGNOSTIC PARTAGÉ, NOUVEAUX PARTENARIATS**

Les travaux de cartographies ont permis à chaque groupe de mieux connaître les acteurs locaux, de tisser de nouvelles alliances et de mettre en partage les constats sur les besoins et la situation du territoire. C'est une base de coopération essentielle. On observe que le fait de travailler avec des acteurs inhabituels (hors aide alimentaire, comme un CPIE par exemple) facilite la dynamique de Tiers-Lieux.



## Niveaux ou étapes de coopération

Nous avons pu observer l'existence de différents niveaux de coopération, qui peuvent aussi être des étapes de progression :

- Envie de coopérer, discours sur le fait que l'on coopère
- Echanges de services
- Mutualisation de moyens
- Réalisation d'une nouvelle action commune
- Organisation collective d'une action de production, de transformation, de distribution ou de consommation.

> Savoir identifier ces différents niveaux est une manière de mesurer à la fois le chemin parcouru (se réjouir de ce qui a déjà été fait pour motiver le groupe) et ce qui reste à parcourir (susciter des coopérations approfondies).

## L'émergence d'enjeux contradictoires

Rapidement la recherche de conciliation entre enjeux sociaux, sanitaire et écologiques fait apparaître des contradictions :

- Juste prix des producteurs / Manque de moyens financiers des personnes précaires
- Réduction du gaspillage alimentaire industriel / besoins alimentaires qualitatifs des personnes
- Volumes de denrées nécessaires pour faire fonctionner l'aide alimentaire / qualité et durabilité des aliments
- Demande en hausse de produits locaux / production agricole locale insuffisante
- etc.

> Ces contradictions sont à dépasser par une approche plus globale du problème, une approche "systémique" qui vise à prendre en compte et à faire évoluer l'ensemble des éléments qui compose un système.

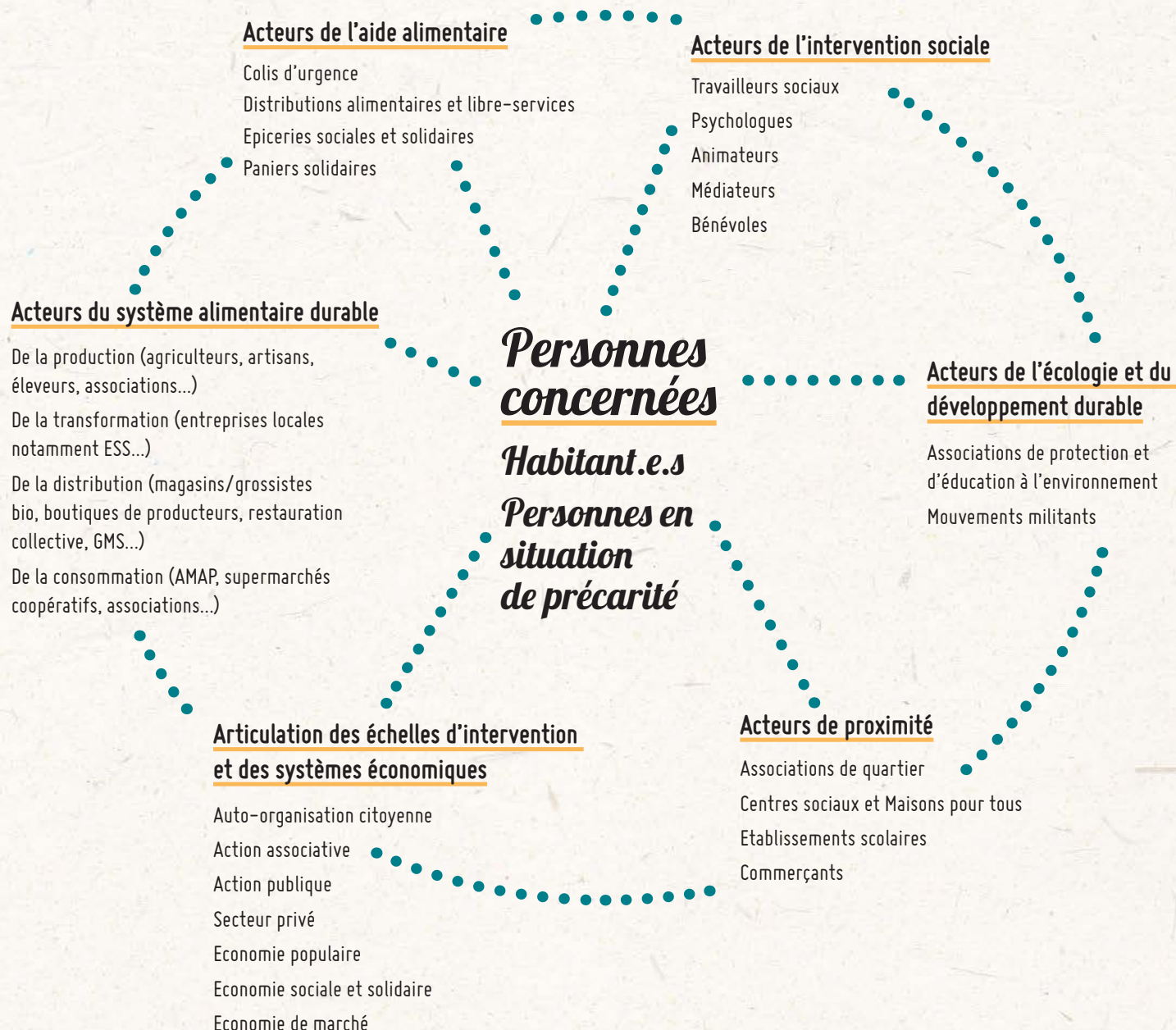
## La question des valeurs et d'une approche démocratique

La coopération a une dimension technique et une dimension philosophique. Techniquement on peut développer des coopérations avec tous types d'acteurs, mais la question des valeurs et du sens de l'action va venir freiner ou au contraire accélérer ces coopérations. Les enjeux alimentaires et les questions d'intervention sociale sont traversés par de nombreuses approches et controverses, il s'agit donc d'inclure ces aspects dans la construction des coopérations, et de favoriser une approche démocratique de la question de l'accès à l'alimentation. Celle-ci passe par l'accès aux informations, aux outils de compréhension, par le débat et par des choix collectifs. Chaque Tiers-Lieux ne fera certainement pas les mêmes choix. L'important est que ceux-ci aient été décidés collectivement en fonction des priorités et des valeurs que le groupe s'est donné.

## L'approche systémique : articuler différents niveaux et types de coopérations

Dans notre cas, il y a deux systèmes en prendre en compte : celui de l'alimentation et celui de l'intervention sociale. C'est en essayant d'articuler différents types et échelles de coopérations que l'on peut développer cette approche.

Le schéma ci-dessous tente de décrire l'écosystème dans lequel s'inscrit un Tiers-lieux de solidarité et de transition alimentaire, autrement dit l'ensemble des acteurs susceptibles de prendre part, de contribuer et de bénéficier de ses activités.







#### PROCHAIN GRP EN SEPTEMBRE

Un groupe de recherche devait avoir lieu en avril 2020. Il est reporté à septembre. Pour ce prochain rassemblement, nous travaillerons sur les questions de développement social local, de mobilisation des habitants et des personnes concernées dans les démarches de construction des Tiers-Lieux, ainsi que sur les manières de générer de l'action collective et de faire vivre un collectif.



#### 2<sup>E</sup> FORUM ANNUEL EN NOVEMBRE 2020

Cette journée, ouverte à tous, permettra de présenter les résultats intermédiaires de la recherche-action.



#### A LIRE !

*Pour une réforme de nos solidarités alimentaires* (mars 2019)

Dominique Paturel, INRAE, UMR Innovation, Montpellier

Nicolas Bricas, CIRAD, UMR Moisa, Montpellier